SYNDICAT NATIONAL
Solidaires Finances Publiques 39
Section du Jura

Déclaration de Solidaires Finances Publiques 39

Solidaires Finances Publiques du Jura répond présent à l'appel intersyndical national pour la journée du mardi 19 mars.
En ce jour, nous, agents de la Direction Générale des Finances Publiques, exigeons la revalorisation de nos rémunérations, mais aussi de celles de l'ensemble des Fonctions Publiques d'État, Territoriale et Hospitalière.
Nous nous joignons à de nombreux collègues de la France entière, afin d'alerter sur l'extrême dégradation de nos conditions de travail et de notre rémunération.

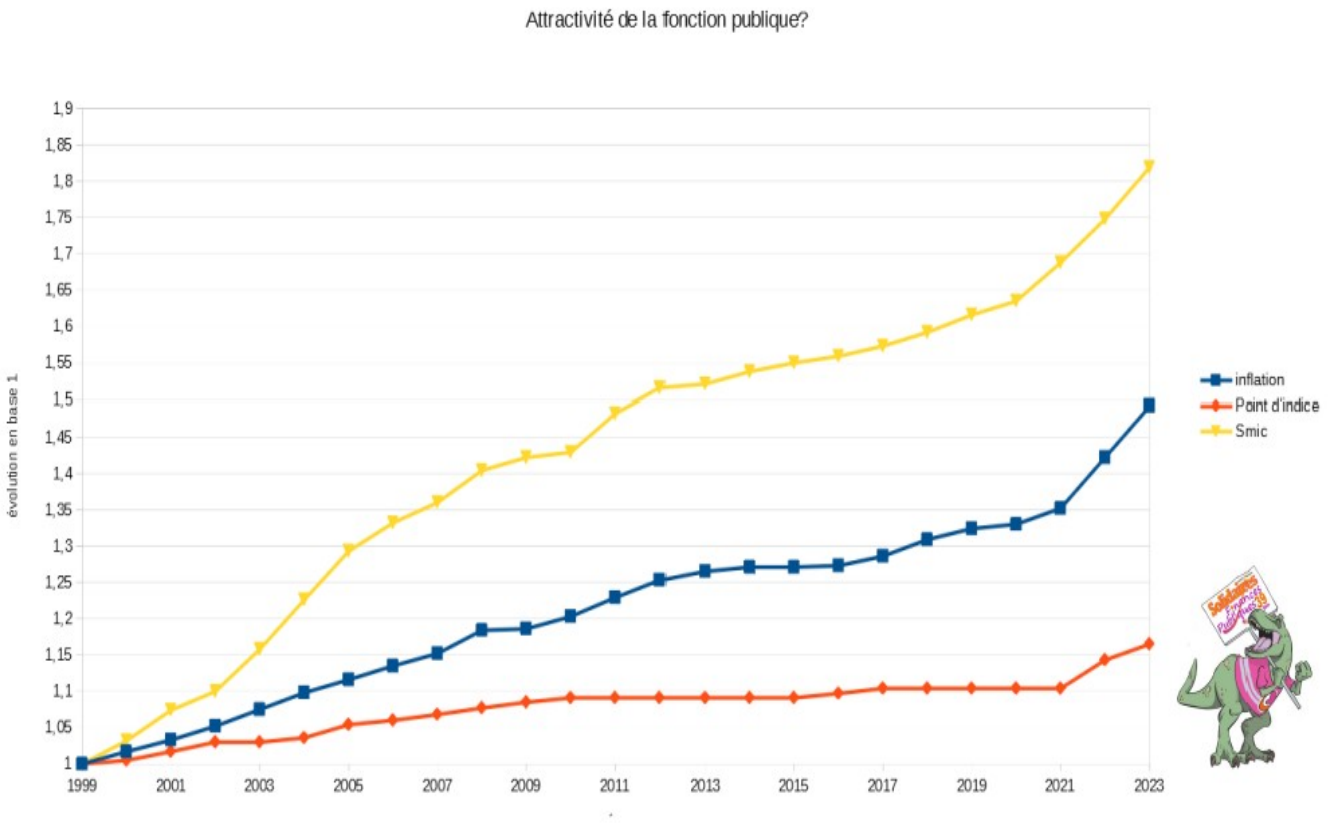
D'après Bruno LEMAIRE, "il est nécessaire de faire 10 milliards d'économie" Cette austérité mal placée, quand on connaît les dizaines de milliards de cadeaux fiscaux offerts aux plus fortunés (surpression ISF, flat taxe ...), nous donne 10 milliards de raisons supplémentaires d'être en grève le 19 mars, à l'appel de l'Intersyndicale Fonction Publique. Il nous semble que nous avons déjà largement participé aux efforts d'économie avec les dizaines de milliers de suppressions d'emplois subies ces dernières années.
Exigeons une juste et légitime revalorisation de notre rémunération basée sur une augmentation significative du point d'indice, la revalorisation de nos carrières et de notre régime indemnitaire.
Les initiatives prouvant que nos dirigeants savent trouver des fonds quand ils le souhaitent ne manquent pas : à titre d'exemple, et à notre niveau local, plus d'un demi-million d'euros est prévu pour la seule rénovation du rez de chaussée du Centre des Finances Publiques de Lons !
Les collectivités locales elles-mêmes semblent être dans l'opulence financière, puisque leur unité de dépense est plus la dizaine de millions d'euros que le simple euro, à l'image des projets de groupes-usines scolaires tel celui que les élus veulent imposer contre leur volonté aux habitants de certains RPI du val d'amour.

Au niveau national, une enveloppe a été dédiée à la création d'une piste d'athlétisme sous Bercy !
Pouvons-nous espérer, avant leurs suppressions probables, la construction de piscines sous nos centres des finances publiques départementaux ?
L'argent ne manque pas, tout est question de choix budgétaires : ne nous laissons pas sacrifier, exigeons notre dû !
Cette dégradation générale de nos conditions de travail se répercute inévitablement sur la qualité de service aux usagers : épisode épique de gestion des biens immobiliers sur internet, fiasco des taxes d'habitations de résidences secondaires, parfois émises envers des enfants, files d'attente à nos guichets, lignes téléphoniques saturées, pan entier de la population méprisé et sacrifié par le dogme du tout internet (personnes âgées isolées, handicapées, habitants de « zones blanches »), zones rurales sacrifiées par les fermetures et par une redistribution géographique incompréhensible (contribuables de Foncine le Haut rattachés à Dole, taxe de remembrement de Annoire à régler à Poligny !), etc …

Les citoyens doivent savoir que cette dégradation n'est absolument pas, bien au contraire, le fruit d'un manque de professionnalisme ou de bonne volonté de notre part, mais bien d'une approche dogmatique et bâclée de réformes, aggravée par une suppression drastique de nos effectifs qui ne nous permet plus d'exercer correctement nos missions.
Nous sommes une frange sacrifiée de la fonction publique. Nous représentons le ministère le plus affecté par les compressions de personnels (36 000 suppressions en 15 ans), parallèlement à une augmentation du nombre de contribuables, et à un niveau de technicité et de qualification requis de plus en plus exigeant.

Ajoutons à cela la quasi-stagnation du point d'indice servant de base au calcul des rémunérations des fonctionnaires (20 % de perte de pouvoir d'achat en 15 ans).
Cette politique de mépris de l'État employeur, qui s'étonne par ailleurs du manque d'attractivité de nos métiers, se traduit par une perte de pouvoir d'achat abyssale et inacceptable.
Un de nos Présidents avait clamé « vous serez moins nombreux, mais mieux payés ». Le slogan est devenu : « vous êtes (beaucoup) moins nombreux, et (nettement) moins payés ».

Le discours de l'État est à géométrie très variable selon son interlocuteur : quand il s'adresse aux dirigeants du PSG, il semble, selon le journal Médiapart, savoir être très généreux (cadeau fiscal de 88 millions € lors de l'achat de Neymar), quand il se tourne vers les élus, il n'éprouve aucune difficulté à augmenter leurs indemnités mensuelles de 300 € pour les députés et de 700 € pour les sénateurs, quand il s'adresse aux français aisés, il les « allège » de plus de 4 milliards € chaque année par la suppression de l'ISF, et réduit leurs impôts sur le revenu par le principe de la flat taxe (imposition des revenus de capitaux mobiliers plafonnée à 30 % alors qu'elle pouvait auparavant atteindre 60 %!), mais, quand il s'adresse à nous, les caisses sont vides !
Nous sommes atterrés par ces mesures et par le décalage entre le discours de l'État incitant les entreprises à augmenter leurs employés afin de maintenir leur pouvoir d'achat, et son comportement vis-à-vis de ses propres employés. La valeur d'exemple n'est décidément pas le fort de nos dirigeants.
Et ce n'est malheureusement pas l'application d'une soi-disant rémunération au mérite, démagogique, populiste, basée sur le principe du « diviser pour mieux régner », qui va régler notre problème de pouvoir d'achat.
Les négociations sur les rémunérations des agents des Finances Publiques et de tous les fonctionnaires doivent reconnaître leur professionnalisme et faire en sorte de compenser l'inflation galopante que nous subissons tous.
Notre sens du service public est notre moteur. Par sa patience, sa tolérance et même souvent son empathie envers nous, la grande majorité du public nous le rend bien. Nous tenions à le souligner et à remercier toute cette population.

D'après le philosophe Alexandre Jollien Être solidaires c'est être solides ensemble ! Soyons solidaires !!!

La section Solidaires Finances Publiques du Jura